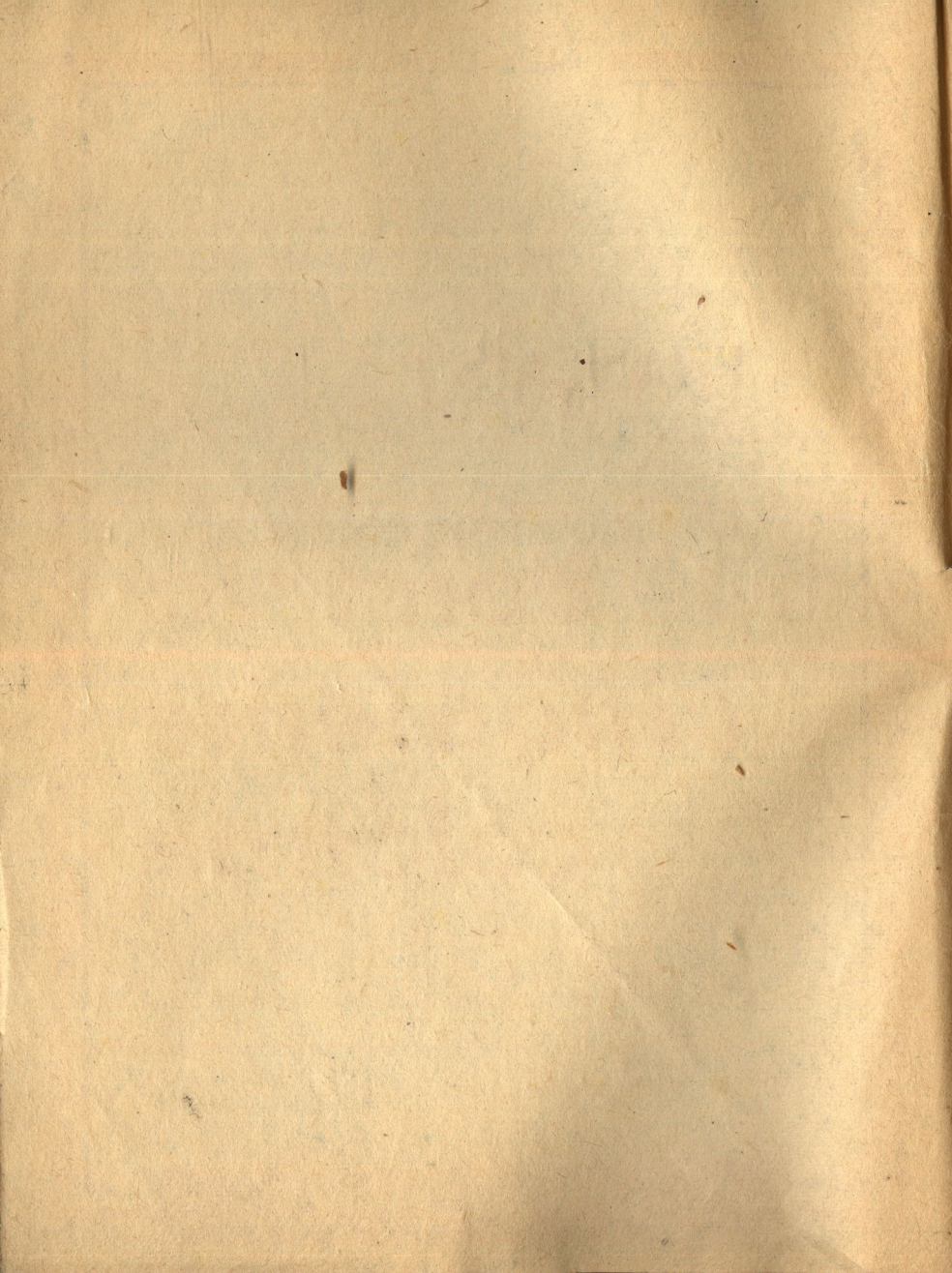


PAUL CLEREY

FRANÇAIS

*Voici la  
cinquième  
colonne*

SPARTACUS



692  
sept 2012

**D**ANS le langage politique moderne en usage en France, le vocable « V<sup>e</sup> colonne » est utilisé pour qualifier la faction agissant sur le sol de notre pays contre l'intérêt national, sur ordre et pour le compte de l'étranger.

Définition donnée par le parti communiste.  
(La cinquième colonne, la voici ! 1950).

## La cinquième colonne

**L**E 4 mai 1948, le Comité Central du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. adresse à Tito une lettre officielle (1).

On y lit :

*« Le P.C. yougoslave ne doit sa réussite qu'au fait que l'Armée rouge créa en Yougoslavie des conditions favorables à la prise du pouvoir par les communistes. Nous regrettons que l'Armée rouge n'ait pu de la même façon aider les Partis communistes italien et français. »*

Voilà, exprimé officiellement par Moscou, le grand « regret » de Staline, dictateur de l'U.R.S.S. et généralissime de l'Armée rouge.

Les communistes français n'ont jamais osé reproduire ce texte dans l'*Humanité*.

Mais ils n'ont jamais osé non plus le démentir.

Ils espèrent qu'il passera inaperçu ou sera oublié.  
Français, souvenez-vous !

---

(1) Correspondance Tito-Staline, publiée par le *Bulletin d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales*, le 15 septembre 1949.

Le 2 septembre 1948, le Comité Central du Parti communiste polonais publie une déclaration (2), inspirée par Staline. Cette déclaration présente pour la France un intérêt capital. La voici :

*« Il est évident que nous n'aurions pu prendre la voie de la démocratie populaire si la condition essentielle, l'aide et la puissance de l'Armée soviétique, nous avait fait défaut. Quel héroïsme... avait montré le P. C. français : malheureusement on n'aboutit pas en France aux mêmes réalisations que chez nous... Car là-bas cette condition essentielle, l'entrée de l'Armée rouge, a manqué, l'aide directe et la puissance de l'U.R.S.S. ont été absentes. »*

Ce texte là non plus, l'*Humanité* n'a jamais osé le démentir.

Et pour cause : le Parti communiste français prépare l'occupation de la France par l'Armée rouge.

Il prépare cette « condition essentielle » de l'aide de l'U.R.S.S. à la révolution communiste : « l'entrée de l'Armée rouge ».

Maurice Thorez a osé le déclarer à la tribune de l'Assemblée Nationale le 24 février 1949 et l'*Humanité* a reproduit cette déclaration avec fierté.

## L'AVEU DE MAURICE THOREZ

Français, aux communistes qui veulent discuter avec vous, aux communistes qui viennent vous relancer jusque chez vous par leur « porte à porte », demandez donc, comme condition préalable à toute conversation, de vous apporter le numéro de l'*Humanité* du 25 février 1949.

Ils l'ont, les communistes, ce numéro de l'*Humanité* ! C'est le numéro qui contient l'aveu de Maurice Thorez.

En troisième page, vous y lirez le discours de Maurice Thorez et la réponse que celui-ci fait à la question : « *Que feriez-vous si l'Armée rouge occupait Paris ?* »

Maurice Thorez prétend d'abord que « l'U.R.S.S. ne s'est jamais trouvée et ne peut pas se trouver en position d'agresseur », et que « l'Armée soviétique n'a jamais attaqué aucun peuple ».

Ce qui est un mensonge évident. Car le monde entier se

(2) D'après le *Nowe Drogi*, organe officiel du Parti communiste polonais.

souviert parfaitement que le 17 septembre 1939, l'U.R.S.S. s'est jetée sur la Pologne pour s'en partager les dépouilles avec Hitler ; qu'elle a annexé les trois Etats baltes (Lituanie, Lettonie et Esthonie) et qu'en fin de cette même année elle a attaqué la Finlande.

Mais ce mensonge est nécessaire. Car ainsi Maurice Thorez — qui prévoit et prépare l'arrivée de l'Armée rouge en France — affirme qu'elle y viendrait pour « pourchasser des agresseurs ».

Et alors il ose déclarer :

*« Si l'armée soviétique était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que le peuple de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie. »*

Voilà bien l'aveu, et tout à fait précis : c'est le sort de la Yougoslavie, de la Roumanie, de la Pologne que Thorez prévoit pour nous et que les communistes nous préparent.

En Pologne : l'Armée rouge venue pour « pourchasser l'agresseur » en 1945 y est encore ! Elle y est restée, même après la capitulation sans conditions de l'agresseur. Elle a été, de l'aveu des communistes polonais que nous citons plus haut, la « condition essentielle » de la révolution communiste.

En Yougoslavie : l'Armée rouge, c'est le Comité Central du Parti communiste russe lui-même qui le dit (lettre officielle du 4 mai 1948 citée plus haut), est venue assurer la « prise du pouvoir par les communistes ». Et c'est parce que Tito n'a pas voulu que l'occupation russe continue dans son pays après la capitulation et la disparition de l'agresseur nazi, qu'il est traité comme l'ennemi n° 1 par le communisme stalinien.

\*\*

Tel est le vrai visage, tel est le véritable dessein de l'impérialisme stalinien et de la cinquième colonne communiste.

Il faut savoir que cette cinquième colonne existait et fonctionnait avant même que le terme de *cinquième colonne* soit entré dans le vocabulaire politique.

La cinquième colonne au service de l'étranger est en place depuis l'année 1921. Depuis trente ans, elle n'a pas cessé de fonctionner et a poursuivi constamment la même besogne de trahison.

On en trouvera ci-après toutes les preuves, et le résumé de son histoire.

# Trente ans au service de l'étranger

C'est à la fin de l'année 1920 qu'un certain nombre de militants révolutionnaires groupés autour de Marcel Cachin décident de quitter le Parti socialiste et d'adhérer à la III<sup>e</sup> Internationale bolchevique.

Dès le début de l'année 1921 fonctionne le Parti Communiste français, section française de l'Internationale communiste.

L'article 4 des statuts du Parti communiste français stipule et impose « l'exécution ponctuelle des décisions de l'Exécutif de l'Internationale communiste. » Ce qui est conforme aux 21 conditions souscrites par le Parti communiste français préalablement à son adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale (Komintern). La 16<sup>e</sup> condition stipule en effet, que « toutes les décisions de l'Internationale Communiste sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale communiste. »

Or, pour l'Internationale communiste, instrument aux mains de Moscou (3) le point le plus important c'est la défense des Républiques soviétiques, c'est-à-dire de l'U.R.S.S. La 14<sup>e</sup> condition ne laisse aucun doute à cet égard : « Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste, est-il prescrit, doit préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des Républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement la propagande parmi les troupes envoyées contre les Républiques soviétiques... »

Ce devoir primordial pour les communistes de servir et de défendre l'U.R.S.S. même contre leur propre pays d'origine sera sans cesse précisé et rappelé au cours des trente années d'histoire de la cinquième colonne.

En voici, avec leurs dates et leurs références, les invariables commandements.

---

(3) « Dans toutes les questions importantes, la ligne du Comité exécutif de l'Internationale communiste est définie depuis longtemps, d'après les conseils de Staline » (*Cahiers du bolchevisme* du 1-1-1935, page 14).

## LES DEVOIRS DE LA CINQUIÈME COLONNE DÉFINIS AU IV<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DU KOMINTERN

Le 16 novembre 1922, le rapporteur sur le programme de l'Internationale communiste, au IV<sup>e</sup> Congrès mondial de celle-ci, fait la déclaration suivante, unanimement approuvée par les représentants de tous les partis communistes :

*« Le problème de la Défense Nationale qui, pour nous autres communistes, était tout à fait clair au commencement de la guerre, puisqu'il comportait la négation pure et simple de la Défense Nationale, se pose actuellement d'une façon un peu différente et plus compliquée.*

*« La plus grande complication vient de ce que nous nous trouvons en présence d'une dictature prolétarienne (l'U.R.S.S.) et que, bien entendu, l'existence d'un Etat prolétarien modifie aussitôt l'ensemble de la situation.*

**« L'Etat prolétarien (l'U.R.S.S.) peut et doit être défendu, non seulement par le prolétariat de ce pays, mais aussi par les prolétaires de tous les autres pays.**

*« La deuxième question est celle de savoir si l'Etat prolétarien doit ou non faire un bloc militaire avec des Etats bourgeois... J'affirme que nous sommes déjà assez grands pour pouvoir conclure une alliance militaire avec tel ou tel gouvernement bourgeois, afin de pouvoir avec cette aide renverser une autre bourgeoisie.*

*« Si une alliance militaire a été conclue par l'Etat prolétarien avec un Etat bourgeois, le devoir des communistes de chaque pays consiste à contribuer à la victoire du bloc des deux alliés. »*

Telle est la « ligne » qui sera constamment suivie par la cinquième colonne communiste.

Le refus révolutionnaire de la Défense Nationale n'est plus inconditionnel et valable dans tous les cas, il dépend des intérêts de l'U.R.S.S.

La seule chose qui soit inconditionnelle désormais, c'est le service et la défense du l'U.R.S.S.

Quand la France n'est pas l'alliée de la Russie, c'est-à-dire de 1922 à 1935 et de 1939 à 1941, les communistes s'opposent à la Défense Nationale, ils sont antimilitaristes, ils prêchent la désertion et le sabotage. Maurice Thorez donne l'exemple

de la désertion en 1939 parce que la France était en guerre avec une Allemagne alliée alors à la Russie.

Quand la France est l'alliée de la Russie, c'est-à-dire de 1935 à 1939 et de 1941 à 1945, les communistes deviennent militaristes, ils sont partisans de la Défense Nationale, ils réclament le châtiement des saboteurs, des traîtres à la patrie et des déserteurs.

Dans chaque cas, selon le principe fixé par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale, c'est le seul intérêt de la Russie qui commande l'attitude à prendre.

## LES CHEFS RUSSES IMPOSENT AUX COMMUNISTES UNE SOUMISSION INCONDITIONNELLE A L'U.R.S.S.

Les chefs russes du communisme international n'ont pas laissé se périmer les recommandations faites en 1922 au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale. Au contraire, ils ont rappelé avec insistance ces consignes permanentes.

Les textes officiels du communisme sont extrêmement abondants sur ce sujet. Voici les plus importants.

### I. — LE VI<sup>e</sup> CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (septembre 1928).

La résolution adoptée par le VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. est publiée dans le numéro spécial, en date du 11 décembre 1928, de la *Correspondance internationale*, publication communiste internationale. A la page 1717, on peut lire :

*« Dans la mesure où la guerre « impérialiste » sera dirigée contre l'U.R.S.S., patrie du prolétariat international, la tactique à appliquer, comparativement à celle que mènerait une guerre entre impérialistes, se modifie de la manière suivante :*

a) *Le prolétariat des pays impérialistes ne doit pas seulement lutter pour la défaite de son gouvernement dans cette guerre ; il doit activement chercher la victoire du pouvoir soviétique.*

b) *C'est pourquoi sa tactique et le choix des moyens de lutte sont déterminés non seulement par les intérêts de la lutte de classes dans son pays, mais aussi par les intérêts de la guerre sur le front...*

c) *L'Armée rouge n'est pas une armée ennemie, c'est l'armée du prolétariat international. Le prolétariat*



**des pays capitalistes en temps de guerre contre l'U.R.S.S. ne se laissera pas intimider par la bourgeoisie qui l'accusera de haute trahison, et il ne renoncera pas sous la menace à soutenir l'Armée rouge. »**

## **II. — LE VII<sup>e</sup> CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (août 1935).**

Le communiste italien Ercoli, aujourd'hui secrétaire général du P. C. italien sous le nom de Togliatti, fait adopter la résolution suivante, suggérée par Staline :

*« Les intérêts les plus vitaux des ouvriers et travailleurs de tous les pays exigent que la politique de la classe ouvrière, la lutte pour la paix, la lutte contre la guerre impérialiste, avant et après le déclenchement de la guerre, SOIT MENEÉE SOUS L'ANGLE DE LA DÉFENSE DE L'U.R.S.S. »*

*« Si le déclenchement d'une guerre contraint l'U.R.S.S. à faire marcher l'Armée rouge pour la défense du socialisme, les communistes appelleront tous les travailleurs à contribuer par tous les moyens et à n'importe quel prix à la victoire de l'Armée rouge. »*

Cette résolution, adoptée le 20 août 1935 par le VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern, est publiée dans la *Correspondance internationale* (communiste), numéro spécial du 15 septembre 1935, page 1218.

A ce même Congrès, le 3 août, Maurice Thorez avait dans son discours fait cette déclaration :

*« Nous communistes de France, nous déclarons qu'en cas d'agression contre l'U.R.S.S., nous saurons rassembler toutes les forces et défendre par tous les moyens l'U.R.S.S. »*

## **III. — LE MOT D'ORDRE DE MANOUILSKY (1939).**

Manouilsky, dirigeant communiste russe et secrétaire de l'Internationale communiste, écrit dans la *Correspondance internationale* du 24 avril 1939, page 465 :

*« Les communistes doivent appuyer toute guerre accélérant la victoire du prolétariat mondial, dont les intérêts coïncident avec ceux du pays du socialisme (c'est-à-dire l'U.R.S.S.). »*

*« Cette guerre sera la plus juste, la plus sainte qui fut jamais dans l'histoire de l'humanité. »*

## LES COMMUNISTES FRANÇAIS ACCEPTENT LA SOUMISSION INCONDITIONNELLE A L'U.R.S.S. ET A STALINE

Le Parti communiste français n'a pas cessé pendant trente années d'appliquer à la lettre les décisions de l'Internationale et de suivre les ordres du gouvernement soviétique.

Les textes officiels du Parti communiste français, les articles de l'*Humanité*, affirmant la soumission inconditionnelle à l'U.R.S.S., sont beaucoup trop nombreux pour qu'il soit possible de les citer tous. Voici les plus caractéristiques.

### I. — FLORIMOND BONTE (1931).

Florimond Bonte écrit dans l'*Humanité* du 15 avril 1931 :

*« Les ouvriers communistes sont prêts à défendre par tous les moyens l'U.R.S.S., leur patrie socialiste. »*

### II. — MAURICE THOREZ (1935).

Au Comité Central du Parti communiste, le 17 octobre 1935, Maurice Thorez déclare :

*« Le seul fait que nous sommes prêts à utiliser les contradictions internationales pour obtenir dans tous les cas la victoire des armées de l'U.R.S.S., signifie que nous envisageons avec beaucoup de raison, avec beaucoup de calme, la possibilité d'une guerre. »*

### III. — LE SERMENT DU COMITE CENTRAL (1935).

Le 26 juillet 1935, le Comité Central du Parti communiste français adresse à Staline une lettre signée Cachin, Thorez, Duclos et Marty :

*« NOUS ALLONS TOUJOURS SUIVRE LES ORDRES qui sont les ordres du CHEF GENIAL DES MASSES PROLETARIENNES... Nous jurons une obéissance absolue à l'Internationale communiste. »*

Et Maurice Thorez, le 17 octobre 1935, rappelle les consignes au Comité Central du P.C.F. :

*« Il faut tout faire pour assurer la défense de l'U.R.S.S. ; et en cas de guerre, tout faire pour assurer la victoire de l'U.R.S.S. »*

#### IV. — CACHIN ENONCE LA « REGLE DU PARTI COMMUNISTE » (1936).

Au VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste, en janvier 1936, Marcel Cachin déclare :

*« Etre pour la défense de l'U.R.S.S. par tous les moyens, sur tous les terrains sans en excepter un seul, voilà la règle du Parti communiste... Jamais nous ne céderons sur ce point. La défense de l'U.R.S.S. est dans notre sang, dans notre cerveau, dans nos cœurs ; il est impossible de toucher à cette formule fondamentale pour nous. »*

Et ce VIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste se termine par l'envoi à Staline de l'adresse suivante :

*« Nous faisons le serment solennel de contribuer de toutes nos forces et par tous les moyens à la défense et à la victoire de l'U.R.S.S. Nous serons partout et toujours fidèle à tes enseignements. »*

## La cinquième colonne à l'œuvre de 1939 à 1944

Le propre de la cinquième colonne est d'être une faction politique agissant, sur le sol de notre pays, d'après les ordres et pour le compte de l'étranger. En voici un exemple caractéristique.

Le 15 mars 1935, Maurice Thorez déclare en ces termes, à la Chambre des Députés, que les communistes refuseront de faire la guerre pour défendre la France contre une agression d'Hitler :

*« Les communistes ne croient pas au mensonge de la Défense Nationale... Je veux répondre à l'affirmation que l'on a produite à cette tribune : « Les travailleurs de France se lèveraient pour résister à une agression hitlérienne ». Nous ne permettrons pas qu'on entraîne la classe ouvrière dans une guerre dite de défense de la démocratie contre le fascisme.*

*« Nous sommes résolus à accomplir sans défaillance, et en dépit de la répression, la tâche antimilitariste. »*

Mais, deux mois plus tard, les mots d'ordre communistes sont entièrement modifiés.

La France est devenue l'alliée de l'U.R.S.S. : le pacte franco-soviétique est signé à Paris le 2 mai.

Le 15 mai, Staline reçoit à Moscou Pierre Laval, et à Yissue de l'entretien le Kremlin publie le communiqué officiel suivant :

« MM. Staline, Molotov, Litvinov et Pierre Laval ont exprimé leur satisfaction de l'accord signé à Paris le 2 mai 1935.

« Le devoir tout d'abord leur incombe de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur Défense Nationale. A cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de Défense Nationale faite par la France. »

Staline a parlé !

Aussitôt, le Parti communiste français abandonne ses positions antimilitaristes : il obéit au maître du Kremlin. C'est seulement parce que l'U.R.S.S. est devenue l'alliée de la France que le Parti communiste accepte désormais d'envisager la résistance à une agression hitlérienne.

Les communistes ne sont plus contre l'armée française, dans la mesure où l'armée française servira au soutien de l'Armée rouge. Vaillant-Couturier l'écrit dans l'Humanité du 17 mai 1935 :

« La force armée de la France doit être sûre de ne servir qu'au soutien de l'Armée rouge. »

Et dans l'Humanité du 24 mai 1935, Maurice Thorez explique les nouvelles positions :

« Les dangers qui menacent l'U.R.S.S. sont graves...

« Je réponds à une question :

« Dans une guerre déclenchée contre l'U.R.S.S., appliquez-vous votre mot d'ordre : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ?

« Eh bien, non ! Parce que dans une telle guerre, il ne s'agit pas d'une guerre impérialiste entre deux impérialistes, il s'agit d'une guerre contre l'U.R.S.S. »

Voilà qui est clair !

C'est uniquement dans la mesure où Staline estime que l'armée française peut être utile à l'U.R.S.S., que les communistes reconnaissent à la France le droit d'avoir une armée.

La suite des événements l'a bien montré. Le 23 août 1939, l'U.R.S.S. abandonne ses négociations avec la France et l'Angleterre et préfère devenir l'alliée de l'Allemagne pour partager avec elle la Pologne.

Alors les communistes français, au moment où la France

se trouve en guerre contre l'Allemagne, reviennent au défaitisme et à l'antimilitarisme : tant que l'Allemagne reste l'alliée de la Russie (1939-1941), la cinquième colonne communiste au service de la Russie travaille à affaiblir l'armée française. Maurice Thorez déserte le 6 octobre 1939.

## LA VÉRITABLE RAISON DE LA DÉsertION DE THOREZ

Thorez a déserté parce que précisément le Parti communiste n'est qu'une cinquième colonne. Staline étant devenu l'allié d'Hitler, il ordonne à tous les communistes de travailler à la victoire de l'Allemagne. C'est une application exacte de la tactique définie en 1922, au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste.

La France et l'Angleterre sont déclarées coupables parce qu'elles combattent un allié de la Russie soviétique. Dès lors elles ne sont plus, aux yeux des communistes, des « démocraties » en lutte contre le « fascisme », mais des « nations impérialistes ».

Le *Daily Worker*, journal communiste anglais, reproduit dans son numéro du 20 octobre 1939 une interview où Maurice Thorez déclare :

*« Nous avons dénoncé les buts impérialistes de la guerre imposée au peuple français... Les communistes luttent de toutes leurs forces contre la guerre impérialiste. »*

Le ministre soviétique Molotov prend la parole le 31 octobre 1939, devant le Conseil Suprême de l'U.R.S.S. Ses déclarations sont diffusées en France par des tracts édités en Allemagne et lancés sur notre territoire par des avions allemands. Plus largement reproduites dans l'*Humanité* clandestine du 3 novembre ces déclarations définissaient la « vérité officielle » de l'Union Soviétique que la cinquième colonne avait pour tâche de propager :

*« Il n'y a pas la moindre justification pour une guerre de cette nature ; il est criminel de s'engager dans une telle guerre, qui est une guerre pour la destruction de l'hitlérisme camouflée en combat pour la démocratie. »*

Et la *Pravda*, quotidien officiel du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S., écrivait le 26 janvier 1940 :

*« Ce n'est pas l'Allemagne, ce sont l'Angleterre et la France qui ont rejeté les propositions de paix... Les impérialistes anglo-français veulent transformer cette guerre en guerre mondiale. »*

## LE SABOTAGE DES FABRICATIONS DE GUERRE

Et puisque la Russie est au mieux avec Hitler qu'elle ravitaille en matières premières, il est normal que la cinquième colonne mette tout en œuvre pour assurer la victoire du III<sup>e</sup> Reich.

Elle pousse au sabotage ainsi que le prouve notamment un tract distribué en février 1940 :

**« Par tous les moyens appropriés, en mettant en œuvre toutes vos ressources d'intelligence et toutes vos connaissances techniques, empêchez, retardez, rendez inutilisables, les fabrications de guerre... »**

Ces directives furent écoutées. De multiples sabotages eurent lieu, notamment aux usines Renault (chars) et aux usines ex-Farman (aviation) à Boulogne-Billancourt ; à la Compagnie générale de construction à Saint-Denis ; à la C.A.P.R.A. à Courbevoie ; à la S.O.M.U.A. à Vénissieux près de Lyon ; à la poudrerie de Sorgues, etc. Il y eut des sabotages dans les casernes de la région fortifiée de Boulay, des sabotages de fusées d'obus et de balles anti-tanks en pleine bataille de France (4).

## POUR LA PAIX IMMÉDIATE

Cinquième colonne toujours, les communistes dans de multiples tracts réclament la « Paix immédiate » et invitent aux « fraternisations ». « *Soldats français, dit en particulier un de ces papillons, les ouvriers allemands ne sont pas vos ennemis... fraternisez ! fraternisez !* » (5).

L'*Humanité du Soldat* datée du premier mai 1940 et diffusée en fait, une dizaine de jours plus tard, parmi les troupes françaises qui subissaient déjà le violent assaut hitlérien, s'efforçait de démoraliser les combattants en train de lutter pour la défense du sol national :

**« Qu'avons-nous à défendre, nous qui ne possédons rien ? Nous ne croyons plus aux mensonges officiels, aux bobards**

---

(4) Sur les sabotages lire les déclarations de M. Daladier à l'Assemblée Nationale en juillet 1946.

(5) De nombreuses reproductions photographiques de ces tracts illustrent l'ouvrage de A. Rossi : *Les Communistes français pendant la drôle de guerre.*

sur « la défense de la liberté et de la civilisation »... La vérité, c'est que la guerre actuelle est une guerre impérialiste. Les financiers français et les industriels allemands se disputent : leur querelle n'est pas notre querelle... Unissons-nous pour mettre fin au massacre... Paix immédiate ! »

Le 15 mai 1940, l'*Humanité* clandestine n° 49 continue cette criminelle campagne de trahison alors que des milliers de soldats français sont déjà tombés en pleine bataille pour la défense de la France :

« Non, le truc de la « guerre pour le Droit et la Justice » ne prend plus. Déjà usé en 1918, il ne vaut plus rien du tout en 1940.

« Pour les travailleurs et les soldats, c'est l'impérialisme franco-anglais qui est responsable de la guerre. »

## QUAND LE « PATRIOTISME RUSSE » COINCIDE AVEC LES INTÉRÊTS FRANÇAIS

Pour que les communistes changent à nouveau d'attitude, il faudra attendre qu'au mois de juin 1941 Hitler attaque la Russie soviétique. Staline, dans son discours du 3 juillet 1941, a lancé l'ordre : « Il faut créer, dans les régions occupées par l'ennemi, des détachements de partisans. » C'est pourquoi les communistes créeront alors — alors seulement — les « Francs Tireurs et Partisans ». L'Allemagne hitlérienne est redevenue l'ennemie parce qu'elle a rompu son alliance avec l'U.R.S.S. Deux citations caractéristiques illustrent ce retournement en fonction des intérêts et des ordres de la Russie.

L'*Humanité* clandestine du 20 juin 1941 (quarante-huit heures avant l'agression allemande contre l'U.R.S.S.) écrivait encore : « De Gaulle et Catroux font tuer des Français pour l'Angleterre. »

Les *Cahiers du bolchevisme* du 3<sup>e</sup> trimestre 1941, édités par le P.C.F., déclarent au contraire après le déclenchement de la guerre germano-russe : « Tous les Français saluent dans les soldats du général De Gaulle les combattants de la bonne cause. »

Chacun des célèbres et nombreux « tournants » du Parti communiste s'explique semblablement par les exigences de la politique russe du moment.

# Après la deuxième guerre mondiale

Après la guerre, les chefs russes ont maintenu et renouvelé les consignes permanentes de soumission inconditionnelle à l'U.R.S.S. Le Komintern dissous *en apparence* pendant quelques années, a été officiellement reconstitué sous le nom de Kominform.

L'*Humanité* du 26 août 1949 (encore un numéro à réclamer aux zélés propagandistes communistes) publiait un discours significatif prononcé par le maréchal Vorochilov, le 22 août à Bucarest.

Le texte de ce propos contient une citation très importante de Staline : un extrait du discours qu'il avait prononcé le 1<sup>er</sup> août 1927 à Moscou. Le dictateur de la Russie disait :

**« Est révolutionnaire celui qui est prêt à défendre l'U.R.S.S. sans réserve, sans condition, ouvertement... car l'U.R.S.S. est le premier Etat prolétarien révolutionnaire. »**

*« Est internationaliste celui que est prêt à défendre l'U.R.S.S. sans réserve, sans hésitation, sans condition, parce que l'U.R.S.S. est la base du mouvement révolutionnaire mondial, et qu'il est impossible de défendre, de faire progresser ce mouvement révolutionnaire sans défendre l'U.R.S.S. »*

*« Car celui qui pense défendre le mouvement révolutionnaire mondial sans et contre l'U.R.S.S., celui-là va contre la révolution. »*

Après avoir fait cette citation de Staline, le maréchal soviétique Vorochilov précise qu'elle est plus que jamais actuelle :

*« Cette indication du grand Staline... a une importance particulièrement grande dans les conditions actuelles. »*

Français souvenez-vous ! La guerre n'a rien changé au communisme, qui est toujours la cinquième colonne. Demandez le numéro de l'*Humanité* du 26 août 1949...



## LES COMMUNISTES RENOUVELLENT LEURS DÉCLARATIONS DE SOUMISSION

Après la guerre, et encore aujourd'hui, les textes officiels du Parti Communiste français, comme les déclarations des communistes français réaffirment que c'est bien l'U.R.S.S. qui commande et que ce sont ses seuls intérêts qu'il faut défendre.

Ces textes rempliraient des volumes entiers. Ici encore, il faut se limiter aux plus caractéristiques.

### I. — UNE RESOLUTION DU BUREAU POLITIQUE.

Le Bureau politique du Parti communiste français publie le 28 avril 1948 la résolution suivante :

« Le Bureau politique prend la résolution de lutter avec fermeté contre toute sous-estimation du rôle décisif et dirigeant de l'U.R.S.S. ».

### II. — MAURICE THOREZ AU NOM DU COMITE CENTRAL (Humanité, 3-11-1948).

« ... Le Parti communiste, sûr d'interpréter le sentiment unanime de tous les bons français, a déclaré solennellement : « LE PEUPLE DE FRANCE NE FERA PAS, NE FERA JAMAIS LA GUERRE A L'UNION SOVIETIQUE... »

### III. — LE COMMUNISTE GARAUDY.

Le député communiste Garaudy déclare à l'Assemblée nationale le 17 novembre 1948 :

« Il existe entre l'U.R.S.S. et nous des liens d'attachements plus puissants et plus profonds que vous ne pouvez l'imaginer. »

### IV. — MAURICE THOREZ.

Thorez, dans l'Humanité du 12 avril 1949 :

« L'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. est la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien. »

### V. — ETIENNE FAJON.

Répliquant à ceux qui accusent les communistes d'aller en U.R.S.S. pour y recevoir des ordres, Etienne Fajon écrit dans l'Humanité du 15 septembre 1949 :

« A la vérité, les calomnies visent non pas seulement le voyage en U.R.S.S., mais la fidélité à la cause de l'U.R.S.S., à la cause du Parti bolchévique et de Staline, c'est-à-dire l'attitude de tous les communistes, de tous les travailleurs conscients, non seulement dans les Républiques populaires, mais en France et dans le monde entier.

« C'est qu'en effet l'attitude à l'égard de l'U. R. S. S., à l'égard du pays, du Parti, des hommes qui ont ouvert victorieusement en 1917 l'ère de la révolution socialiste, cette attitude est la pierre de touche. »

Et l'Humanité répète le 20 septembre 1949 :

« La fidélité à l'U.R.S.S. et à son Parti bolchévique, à Staline, constitue bien la pierre de touche. »

Etienne Fajon renouvelle cette promesse d'une soumission inconditionnelle dans le Bulletin officiel du Kominform en date du 6 janvier 1950 :

« Il faut enlever les hésitations à ceux qui reculent devant l'affirmation de notre SOLIDARITE INCONDITIONNELLE avec l'U.R.S.S., et du ROLE DIRIGEANT assuré par elle DANS TOUS LES DOMAINES. »

#### VI. — MUSMEAUX.

Le député communiste A. Musmeaux déclare le 3 mars 1950 à la tribune de l'Assemblée Nationale (Journal Officiel du 4 mars 1950) :

« Quand vous nous dites que l'U.R.S.S. est notre patrie, ce n'est pas une insulte à notre égard. Nous nous en glorifions et nous en sommes fiers. » (6).

## LA CINQUIÈME COLONNE CONTRE L'ARMÉE FRANÇAISE

Aujourd'hui, la cinquième colonne communiste s'oppose au réarmement — pourtant très modéré — de la France, parce que ce réarmement risque de contrecarrer les desseins agressifs de l'U.R.S.S.

---

(6) Un papillon édité par les Jeunesses Communistes déclarait déjà en 1939-40 : « La France est notre pays, mais l'U.R.S.S. est notre patrie ».

Les communistes ne veulent pas laisser à la France les moyens matériels de son indépendance nationale et de sa liberté.

Mais au temps où les communistes (dont plusieurs étaient alors ministres) espéraient pouvoir entraîner la France entière dans une politique de satellite de l'U.R.S.S., ils réclamaient une armée puissante, et ils avaient réfuté eux-mêmes par avance les arguments qu'ils emploient aujourd'hui pour désarmer notre pays.

« **Un peuple sans armée est un peuple d'esclaves** » écrit Marcel Cachin dans l'*Humanité* du 10 septembre 1944, tandis qu'à Radio-Moscou Maurice Thorez déclare : « *Ce n'est pas deux ou trois divisions que la France peut et doit mettre en ligne. C'est une armée de plus d'un million d'hommes* » (appel reproduit dans l'*Humanité* du 15 octobre 1944).

Dans l'*Humanité* du 29 juillet 1945 se trouve le discours prononcé par le communiste Benoit Frachon à la réception de l'escadrille Normandie-Niemen. Il disait textuellement :

« *Demain, les munichois nous diront que nous sommes trop pauvres pour mener de front la renaissance économique et la création d'une armée nationale.*

« *Ceux qui raisonnent ainsi n'ont plus confiance dans la capacité de travail et de redressement de notre peuple.*

« *L'indépendance d'un pays comme le nôtre ne peut se concevoir sans une grande industrie moderne et sans l'armée nationale et républicaine capable d'assurer le respect de son indépendance.* »

Le communiste Jacques Duclos écrivait en février 1945 dans les *Cahiers du communisme* :

« **Si l'on se plaint que la France ne soit pas représentée dans les conférences des états-majors alliés, il faut bien dire que la responsabilité d'une telle situation incombe à ceux qui n'ont pas mis sur pied l'armée de plus d'un million d'hommes que la France devrait avoir.** »

Le député communiste Pierre Villon déclarait à l'Assemblée nationale le 1<sup>er</sup> août 1945 :

« *Si à cause de nos difficultés économiques actuelles, nous acceptons d'un cœur léger de devenir un peuple désarmé, nous accepterions d'être une nation de second ordre, avec le risque de perdre notre indépendance nationale, tant économique que politique.* »

Et Maurice Thorez disait le 12 janvier 1946, dans son discours aux ouvriers de l'arsenal de Ruelle :

« *Un pays désarmé renoncerait à faire sa propre histoire... Votre usine a encore à faire des canons. Nous aurons encore pendant des années à témoigner force et puissance. Nous aurons besoin de canons solides.* »

Pourquoi tout cela n'est-il plus vrai aujourd'hui aux yeux des communistes ? Pourquoi disent-ils maintenant exactement le contraire ?

Parce que la France s'est reprise. Qu'elle a lu dans le jeu de l'impérialisme stalinien et qu'elle refuse d'en être complice. Staline ne peut plus compter sur notre pays. C'est un pion qui lui échappe sur l'échiquier international.

En conséquence non seulement il ne veut pas d'une France forte mais il veut qu'elle soit faible, et militairement et économiquement. Et la cinquième colonne, parce que c'est son rôle, exécute les ordres de Moscou : le Parti communiste interdit à la France d'avoir une armée et sabote la production.

Toutes ces palinodies sont la confirmation de ce que l'ambassadeur Jean Herbet, représentant de la France à Moscou écrivait le 2 avril 1928, au Quai d'Orsay :

« *Quand Moscou donne des instructions aux communistes des autres pays, c'est pour faire les affaires du gouvernement établi en U.R.S.S.* »

« *Le mouvement communiste est assisté par un gouvernement étranger qui le met au service de ses propres intérêts.* »

« *Il y a collusion permanente entre les services chargés en U.R.S.S. de préparer la guerre et ceux qui sont chargés de préparer la révolution dans les autres pays.* »

## STALINE LE CHEF QUI A TOUJOURS RAISON

Dans sa confession *Staline dans ma vie*, publiée à Moscou, dans la *Pravda*, en décembre 1939, le communiste « français » Marty écrivait :

« *Les prolétaires français savent que Staline a raison, que Staline a toujours raison.* »

Dans l'*Humanité* du 21 décembre 1949, le Comité central du P.C.F. appelle Staline « *le bâtisseur intrépide de la société* »

socialiste qui fait le bonheur des peuples soviétiques et l'émerveillement des travailleurs de tous les pays ». (C'est sans doute pour cela que tous les travailleurs qui le peuvent s'enfuient de Russie soviétique et refusent obstinément d'y retourner), Staline est encore appelé « l'artisan génial des victoires décisives », le « guide éclairé et perspicace de toutes les forces mondiales de progrès, de démocratie, de socialisme et de paix. »

L'Humanité du lendemain (22 décembre 1949) écrit :

« Soyez remercié, cher camarade Staline, de tout ce que vous avez fait pour nous, de tout ce que vous nous avez enseigné. »

Dans l'Humanité du 21 décembre 1950 figure un message adressé à Staline par le Comité Central du P.C.F. :

« Nous saluons en vous, camarade Staline, le bâtisseur d'un monde nouveau, l'ardent animateur de la construction triomphale de la société communiste. »

On n'avait jamais vu, en France, des Français s'adresser, avec autant d'adoration, autant de platitude et autant de soumission, à un chef d'Etat Etranger.

## Espionnage communiste pour le compte de l'U.R.S.S.

La défense inconditionnelle de l'Union Soviétique, cette pierre de touche de tout communiste conséquent, peut conduire celui-ci à faciliter le travail à l'étranger des agents de renseignements soviétiques, dont Béria, Commissaire du peuple aux Affaires Intérieures, disait le 12 mars 1939, au XVIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste russe :

« Dans le système de notre état, un rôle important appartient au service de renseignement soviétique... Les organismes du Commissariat aux Affaires Intérieures (N.K.V.D.) ont des tâches hautement responsables » (7).

(7) *Correspondance Internationale* (n° spécial du 21-3-39, p. 265). A ce même Congrès du P.C. russe de mars 1939, Staline déclara dans son rapport : « ... nos services de renseignements, ont leur pointe tournée, non plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur... » (C.I., n° du 22-3-39, p. 294).

Sur cette complicité virtuelle avec le célèbre Guépéou, devenu le N.K.V.D. puis le M.V.D.; sur cet aspect inattendu de l'activité de la cinquième colonne on a le témoignage de Trotski. On peut penser ce qu'on veut de Trotski et du trotskisme, mais on ne peut nier que le compagnon de Lénine sait, en l'occurrence de quoi il parle, puisqu'il a participé à la mise en place d'un appareil dont il devait finalement être la victime.

## LE TÉMOIGNAGE DE TROTSKI

Le 30 mai 1940, quelques jours après un premier attentat manqué contre lui, à Mexico, Léon Trotski, écrit au Procureur de la république mexicaine, une longue lettre pour expliquer le fonctionnement du Guépéou à l'étranger et les liaisons de celui-ci avec les partis communistes.

Voici les principaux passages de cette lettre (8) :

« ... Avant tout, il est indispensable d'établir que l'activité du Guépéou est étroitement liée à celle du Komintern, son appareil, ses éléments dirigeants et ceux de ses membres jouissant d'une grande confiance. Pour son activité, le Guépéou a besoin d'une protection légale ou semi-légale, ainsi que d'une ambiance de sympathie pour le recrutement de ses agents, et cette ambiance et cette protection elle les trouve principalement dans les partis communistes.

« Le schéma général de l'organisation étrangère du Guépéou est le suivant :

« Au Comité central de chaque section du Komintern se trouve un chef responsable du Guépéou dans le pays en question. Généralement, sa qualité de représentant du Guépéou n'est connue que du secrétaire du Parti et d'un ou deux membres du Comité central. Les autres ont uniquement la possibilité de deviner la position exceptionnelle de la personne en question...

« En sa qualité de membre du Comité central, le représentant national du Guépéou a la possibilité d'approcher tous

---

(8) Ainsi fut assassiné Trotski, par le général Sanchez Salazar et Julian Gorkin, pp. 46 et 47.

les membres du parti, d'étudier leur caractère, de les choisir en vue de certaines tâches déterminées, et peu à peu de les gagner au travail d'espionnage et de terrorisme en appelant à leur sentiment du devoir envers le parti ou tout simplement en les subornant.

« *Tout ce mécanisme a été découvert en France et en Suisse à l'occasion de l'assassinat d'Ignace Reiss et de la préparation des attentats terroristes contre mon fils et d'autres personnes...* (9).

« *Les émissaires étrangers qui se rendent dans un pays déterminé avec une mission bien définie TRAVAILLENT TOUJOURS EN ETROIT ACCORD AVEC LE REPRESENTANT NATIONAL DU GUEPEOU. MEMBRE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE, car sans cela ils ne pourraient s'orienter dans les conditions du pays en question, ni trouver les instruments nécessaires à l'accomplissement de leur mission. L'émissaire étranger, en collaboration avec le représentant national et ses hommes de confiance, travaillent sur la base du plan général de l'entreprise, étudient la liste des collaborateurs possibles, et, petit à petit, les mettent au courant de leurs projets. Dans ce travail technique, c'est le représentant national et son état-major secret qui jouent le rôle principal ».*

L'espionnage soviétique sous le couvert et avec l'aide du Parti communiste n'est donc pas un danger imaginaire. Une implacable logique peut conduire le militant communiste à des actes graves si l'occasion s'en présente. Ne doit-il pas servir l'Union Soviétique, « patrie des travailleurs » ?

« ... *En tant que l'un des anciens chefs du parti communiste d'Amérique... Je suis intimement familiarisé avec le mécanisme souterrain des Soviets qui met en mouvement*

---

(9) Trotski fait allusion ici à son fils Léon Sedov, mort de façon inexplicable à Paris en 1936 ainsi qu'à son ancien secrétaire Rudolf Klement, dont le cadavre affreusement mutilé fut retrouvé en 1935 dans le canal de l'Ourq. Klement était le 6<sup>e</sup> secrétaire de Trotski assassiné par le Guépéou. Il devait être suivi de deux autres, jusqu'à l'assassinat de Trotski lui-même en août 1940. Quant à Ignace Reiss dont il est question dans le même passage il s'agit d'un agent soviétique qui avait décidé de rompre avec Moscou et qui fut assassiné en Suisse. Son chef le général Walter Krivitsky, ancien chef des renseignements soviétique en Europe occidentale qui avait rompu également avec Staline fut liquidé lui aussi. En 1940, son cadavre fut découvert dans une chambre d'hôtel à Washington.

*des milliers de conspirateurs chez nous et dans les autres pays, puisque je fus moi-même un de ces opérateurs en chef.*

**« ...Patriotes de la Russie soviétique, nous n'aurions pas hésité à commettre n'importe quel acte de violence ou de trahison contre le pays dans lequel nous vivons si le parti nous en avait donné l'ordre... »**

Qui tient ces propos sans ambiguïté ? Ce n'est pas un obscur militant, c'est Benjamin Gitlow, l'ancien secrétaire général du Parti communiste américain, qui fut à ce titre deux fois candidat à la Vice-Présidence des Etats-Unis, qui rompit avec Moscou en 1939 et qui publia ses souvenirs la même année sous le titre *« Je me confesse »*.

Un autre Américain, Louis Budenz — dix ans directeur du journal communiste *Daily Worker* — est plus direct. Ayant rompu avec Moscou, il déclara le 21 décembre 1946 devant l'Exécutives Club de Chicago :

**« ... Pendant trois ans, mes fonctions m'ont mis en rapports fréquents avec la police secrète des Soviets aux Etats-Unis. Mon expérience me permet d'affirmer à ce sujet que l'espionnage est organisé dans ce pays sur une vaste échelle » (10).**

## L'ESPIONNAGE ATOMIQUE

Le rôle direct, prépondérant, joué par le Parti communiste dans cet espionnage soviétique est apparu en grand lorsqu'en 1945 le Canada révéla tous les détails de l'affaire dite de « l'espionnage atomique » qui venait de se dérouler sur son territoire. Il n'est que de lire les interrogatoires des communistes impliqués dans cette formidable affaire de trahison pour comprendre toute l'ampleur du concours désintéressé, « pour la cause », que ces communistes ont apporté aux services de renseignements de l'U.R.S.S. (11).

---

(10) Colonel Richard Hirsch : *Espionnage atomique* (Ed. Self, Paris, p. 253).

(11) « Pour un grand nombre de Russes, ici et à l'étranger, il est évident que le Parti communiste dans les pays démocratiques s'est depuis longtemps transformé de parti politique qu'il était, en une agence du gouvernement soviétique, en une cinquième colonne dans ces pays en vue d'une guerre, en un instrument entre les mains du gouvernement soviétique pour créer du malaise, de la provocation, etc » (Déclaration écrite le 10 octobre 1945 aux fone-



Si, en France, on ne parla que fort peu de cette affaire — les communistes étaient alors au pouvoir — il n'en fut pas de même à l'étranger. Le monde anglo-saxon, notamment, en fut particulièrement ému au point que M. Winston Churchill, évoquant, le 5 juin 1946, devant les Communes, cet aspect nouveau de l'espionnage, faisait la significative déclaration suivante :

« ... De nombreux pays cherchent à se procurer des renseignements sur les affaires des nations étrangères. Il n'y a rien de nouveau à cela ; la différence entre la méthode des Soviets et celle des autres réside dans le fait que les communistes forment une secte où trahir son pays natal pour servir l'utopie communiste devient une pieuse obligation. Les gens atteints de cette peste n'hésitent pas un instant à trahir les secrets de leur pays : ceci constitue une des particularités qui rendent si dangereux l'espionnage soviétique » (12).

Plus récemment, au début de 1950, l'arrestation puis la condamnation en Grande-Bretagne du savant « atomique », le Dr. Klaus Fuchs, communiste convaincu, montrait que M. Churchill voyait juste.

Aux Etats-Unis le procès Hiss-Chambers en 1949 devait révéler que le premier, haut-fonctionnaire du département d'Etat à Washington et conseiller du Président Roosevelt à la conférence de Yalta, avait communiqué dès avant 1940,

---

tionnaires de la police canadienne, par Gouzenko, sujet soviétique chargé du chiffre à l'ambassade russe à Ottawa, et dont les révélations permirent la découverte du réseau d'espionnage (atomique) russe au Canada). *Rapport de la Commission Royale* (Ottawa 1946) p. 30.

(12) Colonel Richard Hirsch, p. 116, ouvrage déjà cité. Les affirmations de M. Churchill sont confirmées par ce que vient d'écrire M. Douglas Hyde qui a pris durant 20 ans une part extrêmement active à la vie du Parti communiste britannique. Il a quitté le parti en 1948 et vient de publier ses mémoires sous le titre *I Believed* (J'ai eu la foi) à Londres (Heinmann Ltd-janvier 1951). M. Hyde écrit (p. 145) : « *L'espionnage pratiqué pendant la phase de la guerre impérialiste (= avant 1941) n'était rien en comparaison avec celui qui a suivi. Les informations venaient des usines et de l'armée, des employés civils et des hommes de science. Il faut souligner que ceux qui s'y livraient n'étaient pas en général des espions professionnels, qu'ils prenaient souvent des risques énormes, qu'ils ne recevaient aucune rétribution, et ce qui est doublement important, ne se considéraient pas eux-mêmes comme des espions, et encore moins comme des traîtres.* »

des documents ultra secrets à Moscou par l'entremise du second membre du parti communiste, qui servait de courrier.

Mêmes révélations dans l'affaire Coplon-Goubitchev (1949) à la différence que Miss Coplon, communiste et fonctionnaire américaine au ministère de la Justice, remettait ses documents directement à Valentin Goubitchev, ingénieur russe, membre du personnel soviétique à l'O.N.U. (13).

A la suite de ces affaires et de quelques autres moins connues, M. J. Edgar Hoover, directeur du Bureau Fédéral d'Investigation américain (F.B.I.) entendu à Washington par une commission d'enquête spéciale du Congrès, déclarait que le F.B.I. avait à compter avec 10.000 à 12.000 agents communistes secrets dont l'action se rattache au nombreux personnel diplomatique de l'U.R.S.S. et des pays satellites. En outre il y a aux Etats-Unis 54.000 communistes en carte, plus de 486.000 sympathisants (dits fellow-travelers), soit 540.000 individus que M. Hoover regarde comme des « espions potentiels ».

## Quand les soviets opéraient en France

Croit-on que la France est à l'abri des agissements de la police soviétique ? Certainement pas, puisqu'aussi bien, la France a déjà été le théâtre de ses exploits et que des affaires retentissantes ont montré la collusion du Guépéou avec les communistes.

C'est en 1923, que le Guépéou, qui succède à la Tcheka, commence à opérer à l'étranger en marge de l'Internationale communiste. Des formations sont créées à Riga, Reval, Kowno, Varsovie, puis en Allemagne, en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie et... en France.

La première manifestation du Guépéou découverte chez nous se situe en 1924. Deux agents soviétiques : Wladimir Moïsséyew — alias Stone, et Paul Poliakoff, volent les archives du Comité des Mencheviks, entreposées dans une ruelle du 4<sup>e</sup> arrondissement.

L'activité du Guépéou hors des frontières de la Russie

---

(13) Tous les détails ont été publiés par le *Bulletin d'Etudes et d'Informations politiques internationales* en 1949-1950.

est si utile au Kremlin qu'en décembre 1924 se réunit à Moscou le premier Congrès pan-russe des fonctionnaires du Guépéou, dont l'ordre du jour comportait notamment : « *Ouverture de cinq nouveaux centres à l'étranger* » !

Toutefois, et bien que Lénine ait déclaré un jour que « *tout bon communiste doit être un bon tchékiste* », les militants communistes ne veulent pas entendre parler de ces pratiques qui déshonorent un mouvement ouvrier. Puis la « *bolchévisation* » faisant son œuvre, la résistance faiblit et en 1927 éclate la première grosse affaire qui permet de mesurer la docilité de certains communistes aux ordres de Moscou.

## L'AFFAIRE CRÉMET-MÉNÉTRIER-PROVOST

En avril 1927, à la suite de trois années de filatures et d'enquêtes, un certain nombre de communistes sont arrêtés et inculpés dans une vaste affaire d'espionnage. Pour ne parler que des Français, ce sont : Pierre Dadot, secrétaire-adjoint de la région parisienne du Parti communiste ; Georges Ménétrier, secrétaire de la Fédération des Etablissements de Guerre, membre du P.C. ; Depouilly et Sergent, tous deux conseillers municipaux communistes de Saint-Cyr-l'Ecole ; Pierre Provost, membre également du P.C. et arrêté d'ailleurs au siège de ce Parti, 120 rue Lafayette.

En outre, un mandat d'amener était lancé contre Cremet, membre du Bureau politique du Parti communiste où il avait été élu en juin 1926, sur la « *recommandation* » de Staline lui-même, et conseiller municipal de la Santé, et contre sa secrétaire Louise Clarac. Tous deux étaient en fuite.

C'est la XI<sup>e</sup> Chambre correctionnelle qui jugea cette affaire le 25 juillet 1927. Du procès, dont on peut retrouver les détails dans tous les journaux de l'époque, il résulte que, depuis 1924 les accusés recherchaient des renseignements sur les usines et les arsenaux qui exécutaient des fabrications de guerre. Pour camoufler leur activité ils agissaient sous le couvert d'une publication, la *Revue syndicale de Documentation économique*, dont le « *Comité de patronage* » composé de divers personnalités, ignorait les actes auxquels il servait de paravent.

Les accusés avaient notamment recueilli des renseignements précieux sur : le parc d'artillerie de Versailles (emplacement des poudreries, des dépôts de projectiles, d'armes, de munitions et des automobiles) ; la cartoucherie de Vincennes (fabrication du masque à gaz A.R.S.) ; l'Institut aérotechnique (essais des avions commandés par l'Etat) ; le camp

de Salory (nouveaux canons à longue portée) ; les chantiers de Penhoët à Saint-Nazaire (hydravions, plaques blindées, sous-marins, etc...).

Enfin Louise Clarac, recommandée par Rabaté, alors secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux, auprès d'un ancien quartier-maître de la région de Marseille, avait remis à celui-ci un questionnaire (concernant des documents secrets) dont certains barbarismes permettaient de déceler l'origine russe.

Tous les renseignements collectés prenaient le chemin de l'ambassade russe par le canal d'un certain Grodnicki qui les remettait à un nommé Bernstein (arrêté lui aussi) (14), qui pénétrait « à l'ambassade soviétique — précise le jugement — par la porte du 77 bis de la rue de Grenelle ».

Ménétrier, Provost, Depouilly et Sergent furent condamnés à des peines diverses d'emprisonnement. Dadot fut acquitté. Louise Clarac et Cremet furent condamnés par défaut. Ce dernier, qui se trouvait — on voit pourquoi — plus souvent à Moscou qu'à l'Hôtel-de-Ville de Paris, s'était réfugié en U.R.S.S., où il fut liquidé, quelques années plus tard, au cours d'une mission en Extrême-Orient.

Les attendus du jugement sont particulièrement sévères :

*« Attendu que, depuis 1924 tout au moins, il s'est établi en France UN SYSTEME D'ESPIONNAGE SOUS LES DIRECTIVES ET AU PROFIT D'UN ORGANISME ETRANGER DONT LE SIEGE EST A MOSCOU,*

*« Attendu qu'il serait vain de dissimuler la tristesse et la crainte inspirée par de pareils procédés, en tant du moins qu'usités par des Français à la remorque de l'étranger,*

*« Qu'il ne peut être mis en doute, en effet, qu'un gouvernement étranger envoie chez nous, pour des fins politiques, et ses hommes et son argent, afin d'obtenir des ouvriers même de l'Etat les données les plus complètes et parfois les plus secrètes sur la fabrication et le maniement des engins nécessaires à la défense nationale,*

*« ATTENDU QU'IL N'EST PAS DOUTEUX D'AVANTAGE que, sur le sol même de LA PATRIE RENIEE ET TRAHIE, DES GROUPEMENTS LEGAUX DE TRAVAILLEURS, prétextant des craintes imaginaires pour la sécurité ouvrière et revendiquant leurs droits à la préparation d'un avenir inter-*

---

(14) Ce Bernstein fut condamné à trois ans de prison, mais sa véritable identité ne fut pas révélée. Il s'agissait dit-on, du colonel russe Ouzdansky-Télenky.

*national meilleur, SE SONT ABANDONNES CORPS ET AME A CE GOUVERNEMENT ; qu'ils oublient tout au moins ce qu'ils doivent à la France, la première à servir, et qu'aucune leçon autorisée de libération des peuples ne peut venir de CEUX QUI, DANS LEUR PAYS, NE SAVENT OU NE VEULENT ASSURER LA LIBERTE DES CITOYENS » (15).*

## « LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE CONTRE LA FRANCE »

L'affaire Cremet s'estompait à peine que la XI<sup>e</sup> Chambre correctionnelle opérait à nouveau le 14 mars 1928.

Il s'agissait de la livraison à un Russe d'un certain nombre de documents ultra-secrets intéressant cette fois l'Ecole d'application de l'Aéronautique et le ministère de la Guerre, où les accusés travaillaient pour la plupart en qualité d'imprimeurs.

Ces accusés, soldats ou anciens soldats, qui furent condamnés à des peines sévères, avaient agi à l'instigation des communistes, dont Louise Clarac, secrétaire de Cremet, déjà condamnée dans l'affaire précédente, et qui le fut une nouvelle fois, toujours par défaut :

« Ce procès — précisait le tribunal — après celui de juillet dernier, révèle à nouveau l'audace d'exécution du plan d'espionnage conçu, sous couleur politique, contre la France, par la III<sup>e</sup> Internationale de Moscou. »

Outre le nom de Louise Clarac, on retrouve dans les attendus du jugement le nom de Rabaté :

« Un sieur Rabaté, secrétaire de la Fédération unitaire des Métaux et membre du Comité central du P.C., dépêcha à Descharles (un des inculpés) une femme de confiance avec 200 frs à lui remettre pour qu'il se réfugie en Belgique, ce que Descharles s'empressa d'ailleurs de faire » (16).

## L'AFFAIRE « FANTOMAS »

Mis deux fois en échec, l'espionnage soviéto-communiste va perfectionner ses méthodes. C'est alors que, vers 1929-1930, on voit apparaître les « rabor » (contraction de l'ex-

(15) *L'espionnage international en temps de paix*, par R. Mennevée, pp. 521 et suivantes.

(16) Même ouvrage.

pression russe « rabotchii correspondant » = correspondants ouvriers).

Ces « rabcor » collaboraient à l'*Humanité*. Ils envoyaient à leur journal des rapports détaillés sur la situation et l'activité économique des usines dans lesquelles ils travaillaient. Ce faisant, ils croyaient militer pour leur parti, en réalité, ils travaillaient pour l'espionnage soviétique, à qui tous les renseignements intéressants étaient transmis. La direction de ce service de « rabcor » était assurée du côté français par un certain « Philippe », auteur d'un roman populiste, *L'Acier*, paru aux éditions du Parti. En 1932, certains de ces responsables tombèrent dans les filets de la police. D'où procès et condamnation. De l'instruction, il résulte qu'un agent soviétique, Bir, dit « Fantomas », était chargé de transmettre à son service de renseignements tout ce que le bureau « Philippe » avait rassemblé d'intéressant. Bir et « Philippe » furent condamnés le 5 décembre 1932, le premier à 3 ans de prison et le second à 13 mois (17).

## L'organisation clandestine de la cinquième colonne

Tout le travail de destruction de la cinquième colonne, toute cette besogne de désintégration de notre civilisation effectuée pour le compte de l'impérialisme soviétique, est grandement facilitée par la double organisation du parti communiste : l'organisation légale et l'organisation illégale.

A l'appareil légal, les tâches officielles si l'on peut dire. A l'abri de la légalité démocratique, que le parti fait semblant de reconnaître pour mieux la détruire, les communistes développent leur propagande écrite et parlée ; accèdent aux postes officiels et noyautent de larges fractions de la population.

A l'appareil illégal le travail qui exige la discrétion, et qui prépare la révolution. C'est ce parti illégal, c'est-à-dire le parti clandestin, qui doit être prêt à prendre la place du parti officiel si celui-ci pour une raison quelconque est mis dans l'impossibilité de travailler.

---

(17) On trouvera des détails supplémentaires sur cette affaire et notamment sur le rôle encore obscur qu'y aurait joué Jacques Duclos, dans le livre de A. Rossi : *Les communistes français pendant la drôle de guerre* (Les Iles d'Or, Plon, Paris).

Le Parti communiste nie cet aspect souterrain de son activité. Ce sont des calomnies dit-il.

Le calomniateur alors c'est Lénine, qui en 1919 polémisant contre Ramsay Mac Donald écrivait :

**« Le travail légal doit être combiné avec le travail illégal. Les bolcheviks l'ont toujours enseigné... Le parti qui... ne se livre pas à une activité multiforme illégale, en dépit des lois des parlements bourgeois, est un parti de traîtres et de gredins. »**

Aussi bien les démentis communistes ne peuvent tromper personne. Il n'est que de relire les textes officiels de l'Internationale Communiste pour être sûr que l'action légale et l'action illégale sont obligatoires pour tous les partis communistes.

C'est ainsi que le deuxième Congrès mondial de l'Internationale Communiste tenu à Moscou en août 1920 a adopté une Charte d'organisation plus connue sous le nom de « 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste ».

Dans ce texte qui constitue la loi fondamentale des partis communistes voici ce qu'indique la troisième condition :

*« Les communistes ne peuvent se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout parallèlement à l'organisation légale un organisme clandestin capable de remplir son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où par suite de l'état de siège ou de lois d'exception les communistes n'ont pas la possibilité de mener légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire. »*

Il ne s'agit pas là d'une condition pour la forme. Au VI<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste (1928), les dirigeants du Komintern rappelèrent une nouvelle fois la nécessité de « créer une organisation illégale pour lutter contre la guerre, avant même la déclaration du conflit » et en précisèrent les tâches :

a) « *Elargir le réseau de nos cellules de fabriques et d'usines... qui... devront toutes, en des circonstances déterminées se replier dans l'illégalité, dans une situation clandestine.* »

b) — **On préparera les organes de direction, l'appareil de liaison, ainsi que les organes de la presse du parti dont le fonctionnement devra être assuré, même sous le régime de répression le plus sévère. »**

(*Correspondance Internationale*, n<sup>o</sup> spécial du 11 décembre 1928, p. 1.714).

D'ailleurs depuis la fondation de l'Internationale Communiste c'est la capacité des partis communistes à combiner l'action ouverte et légale avec le travail clandestin qui sert toujours à mesurer la valeur, l'efficacité et les progrès bolcheviks des partis communistes. Car il faut savoir que du point de vue communiste, le travail illégal importe toujours plus que l'activité légale qui lui sert surtout de couverture.

## **LA FORMATION SPÉCIALE DES MILITANTS POUR LE TRAVAIL CLANDESTIN**

De 1929 à 1936 l'Internationale communiste, c'est-à-dire les dirigeants russes, ont fait un effort extrêmement important pour éduquer et former techniquement des cadres communistes français en vue de l'action illégale.

250 militants du niveau de secrétaire régional ont suivi un stage d'une année à Moscou à l'école léniniste internationale. Une partie des cours de cette école était consacrée à la technique du travail clandestin et militaire. D'autre part au cours des années de 1929 à 1934, une école spéciale de formation militaire, insurrectionnelle et d'instruction technique pour le travail clandestin a également fonctionné dans le plus grand secret à Moscou. 20 élèves français ont, chaque année, suivi les cours de cette école. Ce sont ces élèves qui constituent les cadres techniques actuels de l'appareil spécial du Parti communiste.

Depuis 1934, les écoles de Moscou ont été supprimées et remplacées par des écoles fonctionnant secrètement en France, avec les mêmes objectifs et avec des moniteurs russes spécialisés.

## **LE TRAVAIL CLANDESTIN DANS LA PÉRIODE ACTUELLE**

L'action et le travail clandestins parallèles du Parti communiste dans la période actuelle se divisent en trois secteurs principaux :

### **1°) LA SECTION HORS-CADRE DU PARTI.**

Cette section, dont les membres ne sont connus que par un des secrétaires du parti se compose de personnalités qui, par leurs fonctions, leur situation, le caractère de leur activité personnelle ont intérêt, pour le Parti comme pour eux-mêmes, à ne pas être connus comme communistes.

C'est ainsi que des savants, des dirigeants industriels, des



hauts fonctionnaires et des officiers sont membres de cette section occulte du Parti.

## 2°) LA COMMISSION DES CADRES DU COMITE CENTRAL DU PARTI.

Cette Commission pourrait plus justement s'appeler le « Service de renseignements et de sécurité du Parti ». Son travail consiste à recenser et vérifier périodiquement les cadres et les adhérents du Parti. C'est cette commission qui constitue la base des épurations périodiques des organisations du Parti.

Mais cette Commission accomplit aussi un autre travail. Elle tient à jour un énorme fichier de renseignements sur les adversaires du parti dans tous les milieux sociaux et politiques du pays. L'importance numérique de ce fichier des adversaires est de l'ordre de 500.000

## 3°) L'APPAREIL CLANDESTIN PARALLELE PROPREMENT DIT.

Cet appareil qui fonctionne présentement est constitué par une sélection de militants placés en dehors de l'activité publique et répartis à tous les échelons de l'organisation

Sur le plan international, c'est l'appareil clandestin qui établit les contacts avec les agents du Kominform c'est-à-dire avec le Kremlin (18). Ceux-ci, sous le couvert soit de voyages diplomatiques ou de missions culturelles, soit illégalement, viennent à Paris pour mettre au point les mots d'ordre d'agitation et d'action du Parti. C'est avec cet organisme qu'entrent en relations les services de renseignements soviétiques (19) et c'est également par ce canal clandestin que viennent certains documents et les fonds quand il y a lieu.

---

(18) « La cinquième colonne communiste existe partout dans le monde ; elle est dirigée politiquement et contrôlée dans son fonctionnement par le centre communiste soviétique. Ce contrôle n'est pas exercé, comme le croient les libéraux par des « relations fraternelles » et une « communauté d'idée ». Il est assuré de la manière la plus matérielle, par des subventions et par la terreur, et s'appuie sur un *appareil secret d'agents professionnels du Kremlin* qui constitue le noyau et l'ossature de tout parti communiste » (James Burnham. Pour vaincre l'impérialisme soviétique, p. 206).

(19) « Les sections internationales (P.C.) constituent un service de renseignements inégalé... Elles peuvent en cas de besoin, agir, de l'intérieur, en qualité d'auxiliaires militaires. » J. Burnham Pour la domination mondiale, p. 164.

**Sur le plan intérieur,** l'appareil illégal est en rapport avec les multiples agents secrets communistes, non membres du Parti, et camouflés à certains postes-clés.

Il organise et entraîne des équipes techniques de combat chargées de préparer l'encadrement des troupes insurrectionnelles pour le cas de guerre civile. Ces équipes ont à leur disposition des centaines de dépôts d'armes éparpillés sur tout le territoire français. Bien entendu, cet appareil illégal dispose de tous les moyens de liaison que le Parti a pu rassembler depuis la Libération. En outre, il a ses propres garages, avec ses stocks d'essence. Il contrôle des entreprises de transports : taxis, camions, etc... Il dispose même d'une compagnie de navigation maritime.

En bref, l'appareil clandestin du parti communiste, a mis en place tout un dispositif de guerre civile, propre le cas échéant à faciliter la mainmise soviétique sur la France.

## La cinquième colonne soviétique doit être détruite

Au cours de cette brève étude nous pensons avoir amplement démontré que le Parti communiste agit, et cela de son propre aveu, comme une véritable cinquième colonne soviétique.

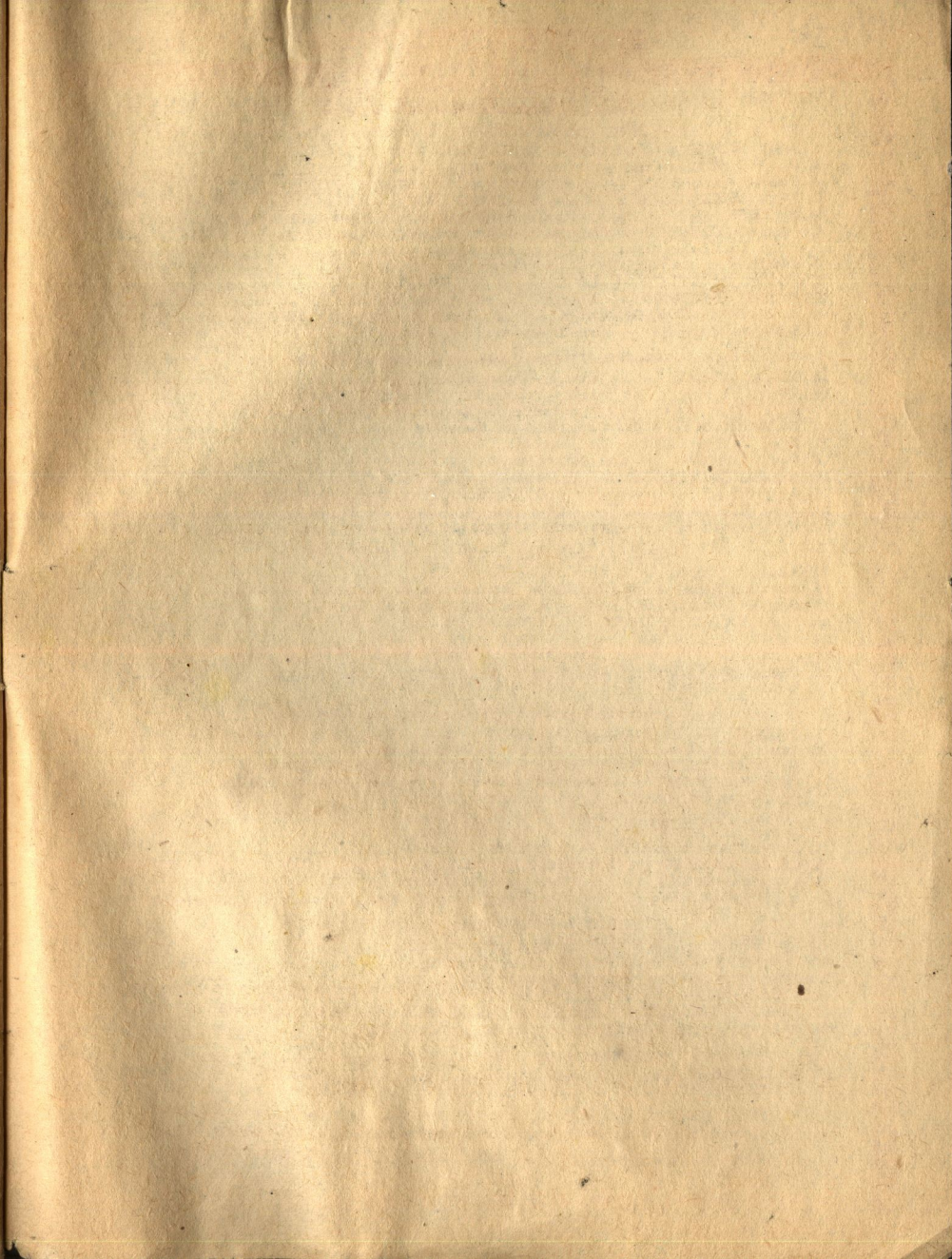
C'est par son intermédiaire que l'Union Soviétique prétend exercer un droit de veto sur notre relèvement économique, nos décisions politiques et paralyser notre potentiel militaire.

La cinquième colonne attend l'Armée rouge libératrice qui enterrera nos libertés. C'est grâce à son action que Moscou espère faire de la France une nouvelle démocratie populaire et compter un satellite de plus.

**Cela ne sera pas !**

Mais cela ne sera pas dans la mesure seulement où, tirant les conclusions qui s'imposent de l'activité du Parti communiste, celui-ci sera mis hors d'état de nuire.

**LA FRANCE, EN ETAT DE LEGITIME DEFENSE DOIT  
DETRUIRE LA CINQUIEME COLONNE QUI PREPARE  
L'OCCUPATION RUSSE DE NOTRE PAYS.**



# SPARTACUS

CAMBIERS MENSUELS

Directeur-gérant :

René LEFEUVRE

**SERIE A 1946 : 350 fr. ; franco, 400 fr.**

1. Jean JAURES. — L'Eglise et la Laïcité	fr. 30
2. Hugo JORDI. — La prise du Pouvoir	fr. 40
3. Charles ALLIGIER. — Socialisme, Bolchevisme et France	fr. 40
4. Rosa LUXEMBOURG. — La Révolution russe	fr. 40
5. R. LEFEUVRE. — La politique communiste (ligne et tournants)	fr. 40
6. Jean COTEREAU. — L'Eglise a-t-elle collaboré ?	fr. 40
7. Rosa LUXEMBOURG. — Marxisme contre Dictature	fr. 40
8. JAURES et LAFARGUE. — Idéalisme et Matérialisme	fr. 30
9. Marcel OLLIVIER. — Le Guépéou en Espagne	fr. 40
10. Camille BERNERL. — Guerre de classe en Espagne	fr. 40
11. A. et D. PRUDHOMMEAUX. — La Catalogne libertaire. 1936-1937	fr. 40
12. Suzanne CHARPY. — Prenons-nous les Usines ?	fr. 30

**SERIE A 1947 : 380 fr. ; franco, 430 fr.**

13. Victor SERGE. — Le nouvel Impérialisme russe	fr. 40
14. Victor SERGE. — 16 fusillés à Moscou : Zinoviev, Kamenev	fr. 50
15. M. YVON. — Ce qu'est devenue la Révolution russe	fr. 60
16. Z. ZAREMBA. — La Commune de Varsovie	fr. 40
17. Jean COTEREAU. — Le Complot Clérical	fr. 40
18. P.-L. TOMORI. — Qui succédera au capitalisme ?	fr. 40
19. Rosa LUXEMBOURG. — Réforme ou Révolution ?	fr. 90
20. A. FERRAT. — Révolution soviétique et Troisième Internationale	fr. 30
21. Rosa LUXEMBOURG. — Grève générale, Parti et Syndicats	fr. 80
22. Karl KAUTSKY. — Les trois sources du marxisme	fr. 40

**SERIE A 1948-1950 : 320 fr. ; franco, 350 fr.**

23. Anton CILIGA. — Lénine et la Révolution	fr. 40
24. Jean JAURES. — Le manifeste communiste de Marx et Engels	fr. 30
25. Berthe FOUCHERE. — La vie héroïque de Rosa Luxembourg	fr. 40
26. ROSMER et MODIANO. — Union sacrée 1914	fr. 50
27. MARX et ENGELS. — Le Manifeste communiste	fr. 30
28. PLEKHANOFF. — La Conception matérialiste de l'Histoire	fr. 30
29. Paul LAFARGUE. — Le Droit à la paresse	fr. 40
30. DAN et MARTOV. — La Dictature du Proletariat	fr. 40

**SERIE B 1948 : 900 fr. ; franco, 1.000 fr.**

1. CEYRAT. — La trahison permanente (doc. communistes clandestins)	fr. 150
2. Jean JACQUES. — Vie et mort des Corporations	fr. 125
3. M. DOMMANGET. — Révolution et Drapeau rouge en 1848	fr. 80
4. MARX et ENGELS. — Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt	fr. 80
5. Rosa LUXEMBOURG. — Vie héroïque. Lettres de la prison. La Révolution russe. La Responsabilité historique	fr. 80
6. Robert LOUZON. — L'Ere de l'Impérialisme	fr. 80
7. Dwight MACDONALD. — Partir de l'Homme	fr. 150
8. Lucien LAURAT. — Déchéance de l'Europe	fr. 125
9. Sylvain WISNER. — L'Algérie dans l'impasse	fr. 150
10. M. DOMMANGET. — Jacques Roux, le curé rouge	fr. 100

**SERIE B 1949 : Abonnement, 900 fr.**

11. Ida METT. — La Commune de Cronstadt 1921	fr. 100
12. Max STIRNER. — L'Unique et sa propriété	fr. 500
13. Jules GUESDE. — Collectivisme et Révolution	fr. 80
14. VINATREL. — L'U.R.S.S. concentrationnaire - Travail forcé	fr. 150
15. PRUDHOMMEAUX. — Spartacus, la Commune de Berlin 1918-1919	fr. 150
16. JAURES. — Commentaire, controverse et discours	fr. 80

**SERIE B 1950 : 600 fr. ; franco, 660 fr.**

17. M. DOMMANGET. — Sylvain Maréchal, l'égalitaire (1750-1803)	fr. 600
18. JAURES et GUESDE. — Les deux méthodes. Le socialisme	fr. 80

Pour commandes unitaires : port 15 % en sus (Etranger 20 %)

Remise par quantités : 10 ex. : 25 % ; 50 ex. : 33 % — Envoi franco

Adresser commandes à : J. LEFEUVRE, — C.C.P. : 633-75 PARIS

**5, rue Ste-Croix de la Bretonnerie, Paris (1<sup>ve</sup>)**

Prix : 30 Frs